



ARRÊTÉ DU MAIRE

**Autorisation de voirie n° 25_076_0102
portant renouvellement de la permission de voirie n°--24-076--0039**

RUE GEORGES LEBIGOT

LE MAIRE,

VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 2213-1 à L. 2213-6 et L. 2212-2 et suivants

VU le Code général de la propriété des personnes publiques

VU le Code de la voirie routière

VU le Code de l'urbanisme, et notamment les articles L. 421-1 et suivants

VU la loi n°82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des collectivités territoriales

VU Arrêté portant délégation de fonction et de signature à Monsieur ACHOURI 6ème Adjoint au Maire

VU la demande en date du 15/12/2025 par laquelle LA FABRIQUE demeurant 3 rue Emile Zola 94800 Villejuif représentée par Monsieur Stéphane MILAN demande le renouvellement de la permission de voirie n°--24-076--0039 délivrée pour les éléments suivants :

- installation de terrasse à ciel ouvert, 28 RUE GEORGES LEBIGOT du côté pair

ARRÊTE :

ARTICLE 1 : L'arrêté n° --24-076--0039 du 16/05/2024 autorisant LA FABRIQUE demeurant 3 rue Emile Zola 94800 Villejuif représentée par Monsieur Stéphane MILAN à occuper le domaine public routier est renouvelé conformément aux prescriptions du présent arrêté.

ARTICLE 2 - RESPONSABILITÉ : Cette autorisation est délivrée à titre personnel et ne peut être cédée.

Son titulaire est responsable tant vis-à-vis de la collectivité représentée par le signataire que vis-à-vis des tiers, des accidents de toute nature qui pourraient résulter de l'installation, de l'occupation ou de l'exploitation de ses ouvrages.

Dans le cas où l'exécution de l'autorisation ne serait pas conforme aux prescriptions techniques définies précédemment, le bénéficiaire sera mis en demeure de remédier aux malfaçons, dans un délai au terme duquel le gestionnaire de la voirie se substituera à lui.

Les frais de cette intervention seront à la charge du bénéficiaire et récupérés par l'administration comme en matière de contributions directes.

Il se devra d'entretenir l'ouvrage implanté sur les dépendances domaniales, à charge pour lui de solliciter l'autorisation d'intervenir pour procéder à cet entretien auprès du signataire du présent arrêté.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

ARTICLE 3 - REDEVANCE : La présente autorisation fera l'objet du paiement d'une redevance, calculée conformément aux dispositions décidées par délibération du Conseil Municipal, et dont les modalités sont les suivantes :

	Période de calcul	Occupation	Localisation(s)	Nature	Tarif	PU	Unité	Quantités	Montant
Redevance d'occupation	du 01/01/2025 au 31/12/2025	Du 01/01/2025 au 31/12/2025	28 RUE GEORGES LEBIGOT du côté pair	installation de terrasse à ciel ouvert	Terrasse à ciel ouvert	38,34	m ² par an	18 1	690
Sous-total									690
Montant total									

ARTICLE 4 - DURÉE, VALIDITÉ ET RENOUVELLEMENT : La présente autorisation est délivrée à titre précaire et révocable, et ne confère aucun droit réel à son titulaire ; elle peut être retirée à tout moment pour des raisons de gestion de voirie sans qu'il puisse résulter, pour ce dernier, de droit à indemnité.

La présente autorisation vaut titre d'occupation.

L'occupation est consentie jusqu'au 31/12/2025.

La demande de renouvellement devra être présentée par le bénéficiaire deux mois avant la date d'expiration de la présente autorisation.

En cas de révocation de l'autorisation ou au terme de sa validité en cas de non-renouvellement, son bénéficiaire sera tenu, si les circonstances l'exigent, de remettre les lieux dans leur état primitif dans un délai d'un mois à compter de la révocation ou au terme de l'autorisation. Passé ce délai, en cas d'inexécution, un procès-verbal sera dressé à son encontre, et la remise en état des lieux sera exécutée d'office aux frais du bénéficiaire de la présente autorisation.

Le gestionnaire de voirie se réserve le droit de demander le déplacement des ouvrages autorisés aux frais de l'occupant, dès lors que les travaux de voirie s'avéreront nécessaires.

Fait et arrêté en Mairie, le 16 décembre 2025

Pour le Maire, par délégation

Christophe ACHOURI

6^{ème} Adjoint au Maire

charge des Travaux, du Patrimoine de la Propreté
et Adjoint de quartier secteur Nord - Ouest



DIFFUSION :
• LA FABRIQUE

Conformément aux dispositions du Code de justice administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif compétent ou sur internet, à l'adresse www.telerecours.fr, dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.
Arrêté N° 25-076 de 0102
Conformément à la loi n° 2018-493 du 20 juin 2018 relative à la protection des données personnelles, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès, de rectification, d'effacement ou de demande de limitation de traitement des données qu'il peut exercer, auprès de la collectivité signataire du présent document.